

Contact

N°4 NOVEMBRE | NOVEMBER 2019-2020



Game of Thrones, une satire climatique ?

« (...) n'est-il pas important de conserver un brin de folie et d'espoir dans un monde où tout semble déjà joué d'avance ? »

Hoe een economische interpretatie van religie excessen kan vermijden

« "Extremism thrives amid ignorance and anger, intimidation and cowardice."
- Hillary Clinton »

Cube of Truth

« Adopter un régime végétalien produit 50% de dioxyde de carbone (CO2) en moins, utilise 11 fois moins de pétrole, 13 fois moins d'eau, et 18 fois moins de terres par rapport à quelqu'un qui mange de la viande... »



Sommaire / Inhoudsopgave

Game of Thrones, une satire climatique ?	3
Absque argento omnia vana	4
« Le Décret Paysage ou l'échec d'un système qui n'en voulait pas »	5
Hoe een economische interpretatie van religie excessen kan vermijden.	6
Belgique : "Ceci n'est pas un pays"	8
Tegen alle verwachtingen in	9
Vers une forme révolutionnaire de justice pour les litiges relatifs aux investissements. Ce que nous cache le CETA	10
"Waar zijn we mee bezig?"	11
Cube of Truth	12
Comment changer la façon dont on perçoit les choses afin d'ouvrir de nouvelles opportunités de solutions et de réponses ?	14
La disparition de l'ennui - pourquoi s'ennuyer devient un défi	15
Composition du bureau 2019-2020 / Samenstelling van het bureau 2019-2020	20
Avertissement / Waarschuwing	20
Mécénat & Sponsoring / Mecenaat & sponsoring	20

Game of Thrones, une satire climatique ?

« It's not about living in harmony, it's about living. The same thing is coming for all of us » (S7 Ep7)

Le 19 mai dernier, la chaîne américaine HBO diffusa le dernier épisode de la célèbre série « *Game of Thrones* ». Avec plus de 19 millions de spectateurs, 23 millions de « j'aime » sur Facebook et 39 millions de followers sur Twitter, *Game of Thrones* est sans aucun doute une des séries les plus populaires de notre siècle. Ce succès, elle le doit incontestablement à un choix scénaristique osé, une mise en scène époustouflante et surtout à l'expression d'une satire politique extrêmement bien ficelée.

Faisons un bond dans le temps et revenons au 17 avril 2011, date de diffusion du premier épisode de la série. Dès les premières minutes, nous assistons à la décapitation d'un membre de la Garde de Nuit qui, sous prétexte d'avoir aperçu un marcheur blanc, décida de désertir son poste. Il apparaît alors évident qu'on ne peut laisser la vie sauve à un homme qui trahirait sa patrie pour de simples hallucinations. En effet, c'est bien connu, les marcheurs blancs n'existent pas ! Ce scepticisme fait encore aujourd'hui partie de la problématique climatique et ce, peut-être à juste titre. Peut-on réellement demander à un individu de croire en quelque chose qu'il ne voit pas ? Après tout, à l'instar de Saint-Thomas, nous croyons ce que nous voyons ou, du moins, ce que nous voulons bien voir.

On ne peut nier que les conséquences du réchauffement climatique restent abstraites dans nos esprits. S'il nous est aisé de comprendre la problématique à travers les divers rapports ou documentaires scientifiques – citons par exemple la série « *Our planet* » sur Netflix – il nous est pourtant extrêmement difficile d'aborder la menace comme si nous y étions face. En réalité, les conséquences du réchauffement climatique se déroulent à des milliers de kilomètres de chez nous. On ne peut dès lors blâmer le citoyen de ne pas percevoir l'urgence et la gravité du problème. Cet état de fait est, par ailleurs, fort bien illustré dans *Game of Thrones*. En effet, ce n'est que lorsque Jon Snow décida de prendre l'initiative de capturer un marcheur blanc et de l'exposer sur la place publique que les citoyens prirent réellement conscience de l'ampleur de la situation. Se trouver à quelques mètres du danger, sentir sa gorge se nouer et la peur nous envahir semble donc être une condition nécessaire et suffisante pour réaliser l'importance de l'enjeu climatique. Faudra-t-il alors attendre un bouleversement sérieux de notre écosystème, une crise alimentaire ou encore une extinction massive de la race humaine pour arriver à une telle conscientisation ? Ce que nous pouvons d'ores et déjà affirmer, c'est que la canicule de cet été n'a laissé personne indifférent, pas même les amateurs de bronzette dans les pays les plus exotiques.

Notre système économique et politique actuel semblerait à ce jour incompatible avec une dynamique écologique. Il est effectivement difficile d'imaginer qu'un mouvement de solidarité collective puisse naître dans un monde capitaliste et individualiste où règnent en maître des hommes mûs par une

soif de richesse et de pouvoir. Or, l'univers de *Game of Thrones* est loin d'être différent du nôtre. En réalité, cette série n'est autre qu'une satire mettant en scène, à travers la fiction, les pires vices de l'humanité. Et pourtant, même dans cette atmosphère où la cohésion sociale paraît inexistante, bon nombre de citoyens de Westeros décideront de s'unir dans la lutte contre les marcheurs blancs. Qui aurait cru qu'un Lanister puisse combattre aux côtés d'un Stark ? Dans cette même optique, peut-être apercevrons-nous un jour Jair Bolsonaro aux côtés d'Anuna De Wever militer pour la replantation d'arbres en Amazonie. Cette pensée est certes utopique mais n'est-il pas important de conserver un brin de folie et d'espoir dans un monde où tout semble déjà joué d'avance ?

Toutefois, alors même qu'ils se trouvent face à une vérité alarmante, certains citoyens de Westeros décideront de ne pas prendre part au combat. En effet, pour ces derniers, il semble impensable de se lancer corps et âmes dans une bataille où, même si la victoire s'avère indispensable, les sacrifices pour y parvenir sont bien trop lourds de conséquences. Souvenons-nous d'Euron Greyjoy qui, pour sauvegarder son armée et ses biens, décidera de se retirer dans sa forteresse jusqu'à ce que la lutte prenne fin. Aujourd'hui encore, la notion de sacrifice est omniprésente dans notre politique climatique. Il nous faut sacrifier notre voiture pour le vélo, sacrifier notre bain pour une douche ou encore sacrifier notre portefeuille pour l'achat de produits plus écolos. Il devient alors compliqué de rallier le citoyen à cette juste cause quand il n'en tire aucun bénéfice direct. Dans le même ordre d'idées, si la fiscalité écologique poursuit actuellement un but honorable et légitime, elle semble difficilement acceptable pour le contribuable qui peine déjà à finir ses fins de mois. Celui-ci ne préférera-t-il pas mourir d'une catastrophe naturelle due au climat dans un futur éloigné plutôt que de mourir de faim dans un futur proche ? La communauté serait sans doute beaucoup plus réceptive à cette politique climatique si celle-ci ne rimait pas constamment avec restriction. A cet égard, il semble essentiel de rappeler qu'un des objectifs premiers de l'écologie est l'amélioration du quotidien de l'humanité. Pourtant, ce n'est pas toujours ce qui transparait explicitement au travers des mesures climatiques adoptées. Serait-ce là une des conséquences du manque de soutien des citoyens envers les partis arborant la couleur verte ?

Tout comme on ne pourrait dissocier le nom de Jon Snow de la lutte contre les marcheurs blancs, on ne saurait évoquer la problématique du réchauffement climatique sans citer celui de la célèbre Greta Thunberg. Toutefois, et ce malgré le fait que tant l'un que l'autre défendent une juste cause, chacun d'eux reste perçu différemment par l'opinion publique. Jon est vu comme un héros, celui qui osa prendre les armes pour combattre les marcheurs blancs et ce, au péril de sa vie. Il a été couronné roi du Nord par son peuple et beaucoup de ses sujets et de ses fans auraient été ravis de le voir monter sur le trône de fer. A l'inverse, les avis sur Greta sont beaucoup plus mitigés. Si certains voient en elle un symbole d'espoir et de résistance, d'autres la considèrent simplement comme une enfant manipulée dont le seul rôle consiste à critiquer la politique climatique actuelle. D'où vient cette discordance ? Jon Snow est un homme fort, vaillant, qui sait manier l'épée à

la perfection et qui n'a pas hésité à rejoindre son peuple sur le champ de bataille. Greta, quant à elle, n'est qu'une jeune adolescente de 16 ans, sans éducation et sans réel pouvoir sur les enjeux auxquels nous devons faire face. Si l'un est sans nul doute le seul à pouvoir mener ses troupes vers la victoire, l'autre ne manquerait-elle pas de crédibilité ?

Au Royaume de Westeros, la menace était l'hiver, ces marcheurs blancs se déployant avec pour objectif de détruire la race humaine. Sur la planète bleue, au-delà des croyances, des convictions de chacun et au-delà des polémiques, ne nous faudrait-il pas accepter que « *summer is coming* » ?

Elisa Binci

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

Absque argento omnia vana

“Money is the Mc-mansion in Sarasota that starts falling apart after 10 years. Power is the old stone building that stands for centuries. I cannot respect someone who doesn't see the difference.” Frank Underwood/Kevin Spacey, *House of Cards*

Laat u niet misleiden door het onnavolgbare succes van het kapitalisme: macht laat zich niet kooien door geld. Als kritische lezer bent u allicht geneigd hetgeen volgt over te slaan, hetzij omdat u aanvoelt dat beide onscheidbaar zijn of omdat u er (terecht) van overtuigd bent dat wie economisch contraproductieve ideeën aanhangt hiervoor finaal aan macht zal inboeten. Opzet is daarom ook niet de machteloosheid van materieel welvarende individuen te verdedigen: van de Laomedon in Homeros tot de Cardillac van Hindemith wordt onmacht gekoppeld aan rijkdom, wat een prachtige literaire spanning oplevert tussen geld en geluk dat door onmacht tenietgedaan wordt. In de realiteit lijkt deze immanente rechtvaardigheid immers ver zoek; neem nu het geval van echtscheidingen. Deze komen inderdaad vaker voor naarmate het gezinsinkomen stijgt, wat zou doen vermoeden dat financiële welstand tot verlies van controle (i.e. macht) over de sociale omgeving leidt. Het is echter zo dat, hoewel de prevalentie van echtscheidingen toeneemt, de stabiliteit van huwelijken niet negatief beïnvloed wordt: aangezien enkel voor “ongelukkige” relaties een effect merkbaar is, lijkt de conclusie voor te liggen dat ook een echtscheiding een luxeproduct is.

Het distingo tussen macht en economische kracht wint daarentegen aan relevantie wanneer het voorkomt in een context van bestuurlijk beleid. Ook in min of meer liberale democratieën verschijnen immers met de regelmaat van een klok beleidsbeslissingen die ronduit ingaan tegen economische logica en daarmee het *greatest happiness*-principe onder de voet treden. Zaken zoals een sterke sociale zekerheid, ontwikkelingshulp of een verbod op eigenrichting in geschillen maken hier niet het voorwerp van kritiek uit. Daarentegen wel problematisch is de situatie waar beleidsmakers door institutionele en politieke factoren gevrijwaard worden van verantwoording voor de economische gevolgen van hun

beleid. Een quasi luchtige illustratie hiervan is te vinden op de voorpagina van *De Standaard* van 4 november: ondanks aanhoudende impulsen en schijnbaar universele steun wordt de toekenning van persoonlijk personeel voor oud-ministers na hun ambtstermijn niet ingeperkt. De eenvoudige burger heeft er slechts het raden naar of het fenomeen wordt doorgeschoven naar een volgende legislatuur wegens (terecht?) lage budgettaire en maatschappelijke impact dan wel omdat de hoge afvloeiingsgraad in parlementaire kringen verantwoordelijk beleid in deze eerder ontmoedigt.

Ook in een internationaal kader zijn vergelijkbare kafaïaanse scenario's schering en inslag: hoe verenigt u doelstellingen van duurzame economische ontwikkelingssamenwerking en politiek opportunisme? Heel éénvoudig: u zorgt dat politieke macht en economisch beleid niet gealigneerd zijn. Illustratie? Stel: Mozambique wil toegang tot de internationale kredietmarkt, maar dan zonder de stringente begrotings- en transparantievereisten die het IMF en de werelddbank opleggen. De éénvoudige oplossing is oprichting van een autonoom overheidsbedrijf voor visserij waarvan de schulden gedekt worden door de overheid gecombineerd met een private uitgifte van obligaties. Waarom heeft dergelijke constructie enig belang voor een westers bestuursmodel? Omdat de katalysatoren van dergelijke manoeuvres vaak in onze nabije omgeving liggen. Toeval of niet, maar dit krediet - dat overigens geen fictief voorbeeld was - werd finaal verstrekt voor een totale som van 1,2 miljard USD. Dit ondanks het gegeven dat de uitgevende vennootschap slechts een week eerder was opgericht, nog geen raad van bestuur had en manifest onrealistische businessplannen de uitgifte moesten rechtvaardigen. Bij dit alles één rots in de branding: Frankrijk - dat als G19 land de budgettaire situatie van Mozambique nochtans in vraag had gesteld - organiseert spontaan een productief staatsbezoek waarna een complete vissersvloot voor het overheidsbedrijf werd aangekocht bij een Franse scheepswerf. Saillant detail: een aantal schepen was van een type bestemd voor militair gebruik. Het hele voorval had rechtstreeks aan het scenario van de legendarische BBC-reeks *Yes Minister* ontleend kunnen zijn, wees dit indachtig bij de volgende reddingsoperatie door de Paris Club-lidstaten voor soevereine schuldsanering. Betere alignering van politieke macht en economische belangen zou warempel een maatschappelijk gunstiger resultaat opgeleverd hebben.

Ten slotte nog een meer toekomstgericht vraagstuk, waarin zowel beleidsmatig als maatschappelijk afwegingen van macht en economie van belang zijn. Hoe moeten wetgevers omgaan met local currencies? Vooreerst enige afbakening: deze lokale munteenheden nemen doorgaans de vorm aan van een cryptomunt. Het brede debat rond overheidsregulering van transacties met cryptomunten en blockchaintoepassingen krijgt hier een zeer specifieke invulling: zelfs als de (regionale dan wel lokale) overheid niet de initiatiefnemer is voor de lancering van de munteenheid, noopt het territoriale karakter vanzelfsprekend tot betrokkenheid, of minstens strikte controle. Dat de lokale munt verspreid wordt door middel van een nieuwe technologie doet immers geen afbreuk aan het feit dat de macht over een munteenheid een fundamenteel prerogatief is van de soevereine (natie-)staat. Voor ontwikkelde economieën kan inderdaad de vraag gesteld worden of de

waardevastheid van een munt verwezenlijkt wordt door de dekking vanwege een centrale bank van deze soevereine staat, eerder dan vertrouwen in economische continuïteit. Desondanks lijkt het raadzaam sterke terughoudendheid op te brengen ten aanzien van lokale overheden met monetaire ambities: het gaat hier immers niet louter om staatsrecht, maar ook om de economische impact van de creatie van een munt die aan de oppervlakte de wezenskenmerken van een wettig betaalmiddel draagt. Bemerkt bovendien dat hedendaagse lokale munteenheden geen noodgedwongen surrogaat zijn voor de officiële munt - zoals de Izegemse Frank die in oorlogstijd werd gedrukt - maar van rechtswege concurrente producten zijn voor de munt van een nationale overheid die nota bene hiërarchisch boven deze lokale overheid behoort te staan. Tegen een bepaalde vorm van lokale munteenheden kan op grond van het voorgaande minder bezwaar gemaakt worden: "gemeenschapsmunten" zoals de Limburgse *LimbU*. Volstrekte controle over de toekenning door de overheid, in *personam* gebruik, stimulering van sociaal beleid en duurzame regionale economie... kortom, ruwweg de voordelen die ook de figuur van het microkrediet zo populair maakt. De monetaire visie van de Limburgers lijkt zo te bevestigen dat de wijzen uit het oosten kwamen. Of toch niet helemaal? Naast de vraag of uitgifte van een munt *tout court* tot de wettelijke beleidsinstrumenten van een lokale overheid behoort, bestaat immers een fundamenteel risico. Als een bestaansvoorwaarde voor dergelijke munt is dat een overheid aan begin en eindpunt van elke transactie de controle behoudt, lijkt afdoende marktwerking quasi uitgesloten. Anders uitgedrukt: de besteding van deze munt wordt niet bepaald door een economische impuls, maar een (politieke) machtsimpuls, ook al beperkt de munt zich ogenschijnlijk tot bestaande transacties. Een cynicus zou zich haast moeten afvragen of een lokale munt in dat geval überhaupt andere voordelen heeft dan het versluieren van overheidsbestedingen, staatssteun en politieke verantwoordelijkheid. In *abstracto* bevindt zich in de tegenovergestelde hoek de lokale munteenheden waar enkel voor de initial offering een overheid aan te pas komt. Politieke macht, lobbying en individuen kunnen in dit geval nauwelijks meer opleveren dan de economische waarde van de munt. In dit geval bestaat het evidente *caveat* erin dat de koersvorming niet door een centrale bank beïnvloed kan worden, maar de overheid door haar betrokkenheid alsnog één of andere vorm van waarborg te kennen geeft. Het bestaande systeem met beperkte tussenkomst door een nationale bank blijkt ineens een valabele compromis tussen beide scenario's.

Leid uit wat voorafging geen pleidooi af voor resolute gelijkshakeling van politieke macht en economische invloed. Sinds de weg van het cijnskiesstelsel verlaten is, werd economische macht gedeeltelijk op democratische wijze afgevoerd, ten gunste van sociale vooruitgang, emancipatie en individuele ontwikkeling. Enige kritische ingesteldheid zal u daarentegen niet schaden, c.q. door macht en geld als twee verschillende personages op de maatschappelijke scène te bekijken.

Gheerkin Vanhaverbeke

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Bronnen:

- Paul Amato, "Research on Divorce: Continuing Trends and New Developments", *Journal of Marriage and Family*, Minneapolis Vol. 72, Iss. 3, 650-666.
- Bij verkiezingen verdwijnt helft van parlement", *De Standaard* 1 april 2019.
- G. Parker, "From catch of the day to scandal of the century", *African Business* 2015, Augustus-september, 41-43.

« Le Décret Paysage ou l'échec d'un système qui n'en voulait pas »

Aujourd'hui, il est devenu périlleux de demander à un étudiant en quelle année il se situe. Il pourra être en première, en deuxième, à cheval sur les deux, en étalement, avec des crédits résiduels, il pourra même fièrement affirmer qu'il anticipe des cours de troisième. Dans les cercles facultaires, on parle de blocs, de cycles mais surtout pas d'années. L'on ne croit plus à la suite logique des cours, les pré-requis se transforment allégrement en co-requis et si l'on rate un cours de première, pourquoi ne pas en réussir deux de deuxième ?

Le Décret Marcourt

Ce nom terrible, murmuré entre les murs de l'université, est vénéré par les uns, décrié par les autres. Ses résultats sont finalement très mitigés. Car si l'objectif premier de ce décret, initié par le Ministre de l'Enseignement supérieur à la Communauté française Jean-Claude Marcourt et entré en vigueur en 2014, était de donner un coup de pouce aux étudiants et d'effacer le crédit manquant, force est de constater qu'il n'a pas tenu ses promesses : les étudiants qui auraient raté avec l'ancien système continuent généralement de rater et ceux qui, sous la menace de l'échec, auraient validé soixante crédits, n'en atteignent péniblement que quarante-cinq voire moins. En effet, les premières données, récoltées après une année sous le régime du décret Paysage, faisaient état d'un taux de réussite en baisse de 3%.

Ce constat alarmiste sous-tend un phénomène plus grave encore : l'échec n'existe plus.

Feu l'échec

Aujourd'hui, l'étudiant ne rate plus, il « étale ». La réussite, si l'on ose dire, ne dépasse la barre des quarante-cinq crédits que dans de rares cas. Plus de remise en question : tout le monde peut, et va, réussir. Sauf que même l'utopie a ses limites : un étudiant qui n'a pas atteint plus de quarante crédits en un an a peu de chance d'en réussir septante-cinq l'année suivante.

« *Le décret encourage les étudiants à brûler les étapes et à procrastiner en ne leur donnant aucun signal d'alerte (on n'est plus "ajourné" ou "en échec", on est simplement "en cours") jusqu'au moment où ils deviennent non finançables* », mettent en garde Caroline de Mulder (UNamur) et Nicolas Thirion (ULiège), meneurs du site « Livre noir ».

Malgré les avertissements du corps enseignant, l'on continue de croire en cet idéalisme démesuré - et l'étudiant d'accumuler cours et crédits, pour se retrouver dans des situations impossibles, truffées de conflits-horaires, là où même le plus

doué, le mieux organisé ou le travailleur acharné peineraient à réussir.

Critiques générales

Ainsi, si de nombreuses critiques se sont fait jour durant ces 5 dernières années, le décret continue de faire des dégâts dans le monde étudiant.

Inutile de revenir sur la charge administrative astronomique générée par le décret, ni sur les nombreux dommages économiques qu'il engendre.

« *Chaque année d'étude pour chaque étudiant a un coût humain, financier, et social* », affirme la « Lettre ouverte » publiée par 400 professeurs d'université en septembre 2018 : il est intéressant, dès lors, d'insister ici sur l'aspect humain, qui touche le plus profondément les étudiants.

Le coût social

Le brouillage des frontières entre échec et réussite amène l'étudiant à s'acharner, à se persuader qu'avec suffisamment d'essais et de patience, les crédits résiduels se transformeront en crédits réussis. Et pire : il n'aura, dans de nombreux cas, pas tout à fait tort.

Le décret a ainsi introduit deux écueils majeurs et pourtant opposés :

Le premier est le spectre de la troisième année non finançable, qui guette les étudiants aveuglés par le système mis en place et l'envie trop forte d'obtenir le diplôme universitaire, incapables de l'anticiper. Combien sont les étudiants à s'être retrouvés, l'estomac noué, dans l'attente du mail de l'administration facultaire qui déterminerait ni plus ni moins que toute la suite de leur carrière ?

Cet aspect du Décret Paysage a entraîné une conséquence capitale et probablement non programmée : l'affaiblissement du droit au chômage de ces jeunes, qui, suite à leur non-finançabilité, termineront leurs études après 25 ans, ou ne les termineront jamais et se retrouveront dans une impasse.

Le second est la dévalorisation du diplôme universitaire. En effet, dans la mesure où il est désormais possible d'obtenir son diplôme à l'usure, le nombre d'étudiants coiffés de la toge et de la toque augmente considérablement, et le marché de l'emploi s'en trouve plus saturé encore qu'il y a quelques années. En résulte une exigence toujours plus élevée des employeurs, qui ne désirent engager que les meilleurs, provoquant une course acharnée à la particularité. Si auparavant, un Erasmus paraissait suffisant pour tirer son épingle du jeu, aujourd'hui, doubles bacs et doctorats sont légions, et parler plus de deux langues devient peu à peu la limite acceptable pour qu'un œil soit jeté sur le curriculum vitae. Ce climat de compétition acharnée sans précédent bat en brèche l'objectif d'égalité des chances poursuivi initialement.

Faudrait-il être élitiste ?

La disparition du Décret Paysage pourrait légitimement attiser la crainte d'un retour à un certain élitisme. Il est cependant un tabou qu'il est urgent de lever : tout le monde n'est pas fait pour l'université.

A l'heure actuelle, la culture de la réussite empêche les étudiants de faire face à leur échec. Des solutions doivent dès lors être trouvées de manière urgente, dans la mesure où plus les années passent, plus le décret semble devenu la norme : le danger est réel, car, s'il y a quatre ans, les étudiants pouvaient encore mettre en perspective les deux systèmes, aujourd'hui, ils n'en connaissent plus qu'un.

Deux solutions m'apparaissent primordiales pour contrer les effets néfastes de la réforme : le rétablissement d'un délai d'étude strict, concret, qui ne se limiterait pas à la première année d'étude mais concernerait sa durée globale - ne dit-on pas que l'un des secrets de la réussite d'un projet est la vision (claire) de la fin ? - et la revalorisation d'autres types d'études tels que l'enseignement technique.

Il s'agirait dès lors de réformer tout un système de pensée et de favoriser la technicité, l'intelligence pratique et logique dès les secondaires, en considérant que l'enseignement technique n'est pas « la solution des ratés » mais un choix à part entière, un mode d'épanouissement et de réussite alternatif.

L'erreur majeure du Décret Paysage a été, selon moi, d'ériger le diplôme universitaire en seul indicateur de réussite acceptable, quitte à en réduire la qualité et à rendre l'échec invisible, plutôt que de réellement respecter le rythme et style d'apprentissage de chacun.

« *L'échec fait partie intégrante de notre réussite. L'échec, c'est l'envers de la réussite* », disait Adonis.

Jeanne Godin

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

Hoe een economische interpretatie van religie excessen kan vermijden.

“Extremism thrives amid ignorance and anger, intimidation and cowardice.” - Hillary Clinton

In een tijdperk gekenmerkt door daden van terreur, vaak komend uit een religieus extremistische hoek van onze samenleving, kan een andere benadering van dit fenomeen oplossingen bieden. Het is zo dat religie economisch benaderen niets nieuw is. Het werd reeds door founding fathers Adam Smith en David Humes bediscussieerd. Zij keken naar de rol van de overheid en samenleving, hoe zij dienen te interageren met religieuze groepen om een maatschappelijk wenselijk evenwicht te bereiken waarin religieuze en niet-religieuze groepen in vrede samen kunnen leven. In tegenstelling tot D. Humes stelde A. Smith dat conflicten tussen en door religieuze groepen vermeden kon

worden door ze vrij te laten bestaan, ongeregeld door een overheid. Dit zou ervoor zorgen dat religieus fanatiek gedrag opgeheven wordt doordat de focus van strijd tegen een overheid en andere religieuze groepen vervangen wordt door een nood aan religieuze tolerantie die nodig is in een multi religieuze setting.

Om deze visies te verduidelijken zie ik het als noodzakelijk religie te definiëren, dit aan de hand van de zes dimensies opgesteld en beschreven door Ninian Smart. De eerste, een rituele dimensie houdt in dat elke godsdienst of religie tracht zichzelf uit te drukken in de vorm van rituelen of rituelen waarin zij uniek is. De mythologische dimensie wijst de verzameling verhalen en beelden die gemythologiseerd zijn om bepaalde waarden en normen, maar ook het 'grote verhaal' achter de religie te vertellen. De doctrinale dimensie tracht een intellectuele onderbouwing van de religie te creëren. De ethische dimensie vinden we terug in de morele gedragsregels, het geheel van de geboden en verboden. De sociale dimensie benadrukt de organisatie, opgebouwd uit mensen. De laatste, zijnde de ervaringsdimensie is de hoop op een persoonlijke religieuze ervaring voor het individu.

Hieruit vertrokken volgt de link met het economisch denken waarin een individueel gedrag aan de hand van vraag en aanbod, preferentie en rationele keuze verklaart wordt. De vraag naar religie komt tot stand door de opbrengsten die religie voor het individu kan genereren. Wat het individu als opbrengst ervaart, ter verantwoording van de opofferingen die hij/zij deed om deel uit te maken van het geheel, is de religieuze beleving, het gevoel van spiritualiteit, de geschriften, de genezingen en ook een bepaalde trance die zij ondervinden wanneer ze religie omarmen en uitoefenen. Deze ervaring is afhankelijk van zowel hun eigen input, alsook van die geleverd door anderen.

Hieruit volgen, zoals beschreven door Iannaccone, twee grote problemen voor deze groepen. Het eerste vormt zich door 'free-rider' gedrag, waarbij rationele individuen minder input leveren omdat ze weten dat de dezelfde output kunnen realiseren dankzij de input van anderen. Een tweede probleem komt voor wanneer er bij een homogene groep individuen opportunistisch gedrag voorkomt dat leidt tot een inefficiënt evenwicht door persoonlijke verrijking waarbij niet gekeken wordt naar de externe effecten van dat gedrag.

In de conclusie stelt hij dat restricties op vlak van voeding, pijnlijke of gênante initiatierituelen en vestimentaire eisen de free-riding problematiek op kan lossen via collectieve actie. Dit kan u interpreteren als de kost voor negatief gedrag zodanig hoog leggen dat het op natuurlijke wijze door het rationeel individu niet meer gesteld zal worden. Opoffering en stigma kennen een centrale rol binnen deze vergelijking, ze zijn de hoge kosten die 'free-rider' gedrag voorkomen op twee manieren. Enerzijds houden ze de potentiële leden weg die niet volledig overtuigd zijn, en anderzijds versterken ze de religieuze groep die al bestaat en de activiteiten waar ze aan deelnemen door ze exclusiever te maken en hun waarde te verhogen.

In het artikel van Iannaccone, gepubliceerd door The Economic Society of Australia, wordt een religieuze extremistische groep als volgt beschreven: op geloof gebaseerde groepen, met als doel gemeenschappelijke goederen en andere doelen voort te brengen. Zij floreren door hun leden hoop op een goede toekomst, voordelen in het heden en zekerheid tegen ongeluk te voorzien. Ze ondersteunen hen die het financieel aan de grond zitten of gezondheidsproblemen hebben. Ze voorzien een sociaal netwerk waarin de leden zowel vriendschappen als ondernemingsgerichte opportuniteiten ervaren. Jongeren worden geholpen een partner te vinden en kinderen worden mee gesocialiseerd om ze betere burgers in dit microklimaat te maken.

Voorgaande eigenschappen zijn feitelijk positief, het is volgens Iannaccone zo dat extremistische religieuze groepen op zich geweld niet promoten. De verklaring voor terroristische daden vanuit een economisch perspectief vinden we wel terug bij zowel Adam Smith als David Humes. In tegenstelling tot D. Humes stelde A. Smith dat conflicten tussen en door religieuze groepen vermeden kon worden door ze vrij te laten bestaan, ongeregeld door een overheid. Dit zou ervoor zorgen dat religieus fanatiek gedrag opgeheven wordt doordat de focus van strijd tegen een overheid en andere religieuze groepen vervangen wordt door een nood aan religieuze tolerantie die nodig is in een multi-religieuze setting.

Mijn advies aan u als lezer is dus: wees tolerant, demoniseer religieuze groepen niet. Want het omgekeerde leidt uiteindelijk via een verdeel-en-heers beleid tot extremistische groepen die daden van geweld plegen. Ik volg A. Smith in de veronderstelling dat de 'scherpe kantjes' van een religieus verhaal automatisch verdwijnen eens ze moet concurreren met andere, toegankelijke religies. Het is dus voor een overheid niet wenselijk tussen te komen in een fenomeen waar ze enkel slecht kan doen. Het is onmogelijk om iets zo persoonlijk en moeilijk vatbaar als religie te reguleren op de juiste manier. Het is daarom mijn mening, dat het beter is religie buiten het beleid te laten en 'de markt te laten werken'.

Tot slot, religieuze excessen, daden van terrorisme, religieus extremisme,.. deze vallen telkens opnieuw binnen hetzelfde denkkader en het leeuwendeel van die verzameling maatschappelijk onwenselijke fenomenen kan dus vermeden worden door het zichzelf te laten kannibaliseren.

Bronnen:

- Fount Paperbacks, 1970, pp. 15-25
- L. R. Iannaccone Sacrifice and Stigma: Reducing Free-riding in Cults, Communes, and Other Collectives
- Laurence R. Iannaccone & Eli Berman - Religious extremism: The good, the bad, and the deadly
- Adam Smith - The Wealth of Nations

Lowie Vueghs

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Belgique : “Ceci n’est pas un pays”

Alors que les pré-formateurs ont demandé d’être déchargé de leur mission en ce lundi 4 novembre, la question des possibilités de gouvernement demeure toujours intacte, et avec elle, celle du confédéralisme. Alors que les nationalistes flamands défendent bec et ongles une scission, plus ou moins grande, de notre Royaume, les autres partis gardent le fort afin de maintenir notre pays à flot. Mais est-ce que cette vision d’une Belgique unie est-elle encore justifiée ? A-t-elle seulement existé ? Et si nous ne nous étions jamais réellement comportés comme une seule nation ?

De la création des communautés linguistiques...

La frontière linguistique établie en 1963 a changé le paysage politique belge. Avec elle sont nées les communautés linguistiques. Et une nouvelle répartition des compétences a alors suivi ces dernières. Désormais en charge des matières personnalisables, ce sont donc ces communautés qui décident de toutes les politiques concernant les personnes. Parmi celles-ci, nous retrouvons la culture, les médias ou encore l’enseignement. Des compétences qui aident le citoyen à se construire une image du monde qui l’entoure et à créer son identité, et par conséquent à faire naître un sentiment nationaliste, patriotique. Mais à quel égard ?

En comparant, par exemple, les programmes d’Histoire, nous pouvons constater que la matière n’est pas identique au nord et au sud de la frontière linguistique. Ainsi, l’étudiant francophone a un programme de cours construit autour de l’Histoire de France et de Belgique Francophone, et inversement, l’étudiant flamand sur la Belgique Néerlandophone. Demandez à chacun de citer 5 personnalités venant de l’autre côté de la frontière linguistique, il aura du mal.

Mais si l’exemple du cours d’Histoire s’y prête bien, il en va de même avec la culture. Il est extrêmement rare de voir un théâtre, un cinéma ou un muséum qui n’est pas national proposer une programmation composée d’œuvres venant de la culture francophone ou néerlandophone en fonction de la communauté dans laquelle nous nous trouvons.

Ainsi, demandez à un francophone de vous citer 5 personnalités (hors politiciens) flamandes, et inversement, il aura du mal. Nous pouvons constater qu’il est difficile de réveiller une identité nationale, alors que nous sommes repliés sur notre communauté. Est-il seulement possible de se dire belge si nous ne connaissons qu’à peine l’histoire de l’autre, sa culture ou même son actualité ?

... A la communication des partis...

Et ce manque de connaissance des communautés linguistiques, le politiques l’a bien compris. Un wallon ne pouvant pas voter pour une liste flamande, à moins d’en avoir une dans sa circonscription, et vice versa, le communautarisme devient un réel cheval de bataille. Il suffit de regarder la campagne de 2019. Les partis francophones basent leur communication sur leurs désaccords avec les partis

nationalistes flamands, et ces derniers réservent une partie de leur programme au dénigrement du wallon.

Mais au-delà des sujets abordés par les partis politiques, il reste toutefois la question de la langue dans laquelle ils communiquent. A ce jour, il est très peu d’hommes et de femmes politiques qui communiquent dans les deux langues, et pour ce qui est des partis, seul le Vlaams Belang a traduit sa campagne. Une démarche qui intrigue, mais qui a tout de même permis au parti d’extrême droite de remporter près de 18000 voix en Wallonie. Une preuve donc, qu’un minimum de connaissance et d’effort envers l’autre communauté sont récompensés. Et ce, même si l’émetteur du message n’a pas votre meilleur intérêt dans sa liste de priorités.

Nous pouvons donc constater que même dans l’exécutif belge, les acteurs du monde politique n’accordent une réelle attention qu’à leur communauté linguistique, y compris à Bruxelles censé être bilingue. Mais peut-on réellement avoir l’ambition de défendre l’ensemble des citoyens belges lorsque nous ne sommes pas capables de communiquer dans l’autre langue, ou pire, que nous refusons de le faire ? Sommes-nous réellement légitimes pour défendre un pays que nous divisons en quelques slogans chocs ?

... En passant par l’information diffusée et les médias.

Les slogans et événements relayés par les médias sont également différents en Flandres et en Wallonie. Des médias qui ne donnent parfois qu’un très bref aperçu de ce qui se passe de l’autre côté de la frontière linguistique, rendant l’accès à l’information nationale difficile pour le citoyen. En effet, regardez un JT sur la RTBF et le suivant sur la VRT, il a une grande chance que les nouvelles traitées ne soient pas les mêmes. Un choix éditorial certes, mais un choix qui a un impact puisqu’il ne dépeint pas l’actualité du pays de la même manière que le JT soit francophone ou néerlandophone.

Mais si les événements présentés sont différents, à moins de concerner un intérêt national identique à tout le monde, comme la formation d’un gouvernement, une autre question se pose : quelle viabilité associer aux opinions données ? Dans ce cas-ci, il faut admettre que les médias diffusent les opinions des personnes concernées qu’elles viennent du nord ou du sud de la frontière linguistique. Toutefois, elles ne sont pas toujours variées. En effet, les interventions des politiques flamands dans les médias francophones concernent souvent des mêmes personnes, et inversement. Le choix d’invités venant de l’autre côté communauté n’est pas large, surtout lorsque l’interview se donne dans la langue du média, qui n’est pas toujours celle de l’interviewé. Une vision de l’autre communauté se voit donc dictée par un petit groupe de personnes, et est peu souvent confrontée aux opinions d’autres membres de cette première.

Avec ces trois points, il est alors une question qui se pose : qu’entendons-nous par Belgique ? Un pays regroupant plusieurs communautés mais dont les citoyens d’une ignorent tout de l’autre ? Nous pouvons ainsi conclure en disant qu’avant de s’interroger sur l’avenir de notre démocratie, il serait plus important de traverser la frontière linguistique et de se donner une chance de comprendre la réalité de nos

concitoyens du nord, ou du sud. Mais malheureusement, dans la manière actuelle d'organiser la société, de l'informer et de l'éduquer, il est difficile de voir une continuité dans le modèle politique tel que nous le connaissons aujourd'hui. Et ce, surtout si les communautés linguistiques sont d'avantages source de division que de cohésion.

Marie Moons

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

Tegen alle verwachtingen in

Statistieken spelen een belangrijke rol in onze poging om de wereld te begrijpen. Maar wat als je tegen de verwachtingen in van een statistiek wilt gaan? En zijn statistieken nog wel nodig?

Hoe zou de gemiddelde Belg stemmen zoveel dagen na de laatste verkiezingen? Hoeveel Belgen bellen achter het stuur? Kopen we nu meer of minder huizen? Drie voorbeelden van vragen die we graag beantwoord zouden willen weten. Om de antwoorden te kennen organiseren we bevestigingen die een grote stroom aan data opleveren. Deze data zetten we om in verscheidene statistieken om het overzichtelijk en begrijpelijk te houden.

Het zijn drie typische voorbeelden van vragen waar statistieken het antwoord kunnen helpen brengen. We vertrouwen statistieken dan ook om ons te helpen te wereld te begrijpen?

Ongunstige statistieken

Maar wat doe je als de statistieken tegen jou ingaan? Wat als de statistieken u benadelen? Moet je dan nog wel de statistieken vertrouwen of moet je er tegen vechten? Voor mij is dit bekend terrein. Opgegroeid in een sociale wijk en als een kolonist-student (de eerste persoon in een familie die een studie aangaat in het hoger onderwijs) waren de statistieken tegen mij gekeerd. Ik zou tot de vele studenten horen die niet zouden slagen in het eerste jaar van het hoger onderwijs. De kansen waar zelfs groot dat ik zou stoppen met studeren na twee jaar hoger onderwijs wegens een tekort aan studiepunten. Ik zou uiteindelijk een job uitoefenen op basis van mijn diploma TSO Handel, met andere woorden: kantoorbediende met het startersloon van €1500 bruto. De kans dat ik ooit lid van het Olivaint Genootschap ging worden was quasi onbestaand.

Verwachtingen voldoen

Even leek dit het pad te zijn dat ik bewandelde en de statistieken zouden gelijk hebben: studeren zou niks voor mij zijn. Tijdens de studies werd mij constant verteld dat ik het niet zou halen en dat ik beter zou stoppen. Vastberaden door deze opmerkingen van studiebegeleiders en coaches besloot ik het roer radicaal om te gooien en hen ongelijk te bewijzen. Ik moest en zal slagen voor mijn studies, al was het om de

persoon die zeiden dat ik het niet kon ongelijk te bewijzen. De tendens werd omgedraaid en het leek er steeds meer op dat studeren wel iets voor mij zijn. Na een aantal jaren kon ik me zelfs aansluiten bij het Olivaint Genootschap. Voor mij was dit al voldoende maar dit bleek maar het begin te zijn.

Verwachtingen doorbreken

Vorig jaar na het welsprekendheidstoernooi liepen een vriend en ik te voet naar zijn kot en we spraken over hoe statistieken het leven van personen bepalen en hoe velen hun lot vast liggen, toen werden volgende magische woorden gezegd door die persoon: "je hebt alle excuses om het op te geven of je kan iets veranderen aan jezelf en voor het beste gaan." Deze zin zou mijn gedachten nooit verlaten en zette me aan om alle verwachtingen en statistieken te doorbreken. Tegen alle verwachtingen in zou ik het goed doen. We zijn nu een jaar later en de oorspronkelijke statistieken die een schimmige toekomst voorspelden zijn allesbehalve accuraat en representatief, het is me gelukt om voorbij de statistieken te gaan en zelf een toekomst te bepalen. Ik ben maar een voorbeeld, er zijn vele andere en hoogstwaarschijnlijk betere voorbeelden van personen en/of organisaties die de verwachten doorbraken maar dat brengt mij bij de volgende vraag: in hoeverre mogen we statistieken vertrouwen en mogen we ze als basis voor verwachtingen gebruiken?

Het nut?

Het antwoord is ja en nee. Statistieken zijn bijzonder handig om zéér complexe problemen en data begrijpelijk te maken en relatief eenvoudig te weergeven. Een perfect voorbeeld zijn de vele verkiezingspeilingen waar we afgelopen jaren mee rond de oren werden geslagen. Naast een mooie weergave van de complexe materie werd er ook een tendens herkenbaar: meer mensen keerden de rug naar de regeringspartijen toe. Statistieken zijn perfect om trends te weergeven maar mogen nooit of te nooit worden gebruikt om het individu te bepalen. Wat hebben namelijk jij en ik er aan om ons te verbinden aan statistieken en verwachtingen terwijl we beiden de wilskracht hebben om onze eigen toekomst te bepalen?

Ruben Van Miegroet

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Vers une forme révolutionnaire de justice pour les litiges relatifs aux investissements. Ce que nous cache le CETA

Les modes de règlement des litiges spécifiques relatifs aux investissements étrangers ont constamment fait l'objet de critiques. Le recours au mécanisme de l'*Investor-state dispute settlement*, forme d'arbitrage international à laquelle se réfèrent plus de 3000 traités bilatéraux d'investissements aujourd'hui, pourrait cependant être amené à disparaître selon les dires de nos institutions européennes. Lui succéderait un système juridictionnel international d'un tout nouvel ordre, dont la première mouture est mise en place par un traité du reste notoirement controversé : le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (« CETA »). Une occasion ici d'éclaircir cette innovation, et qui permettra peut-être d'appréhender l'entrée en vigueur future de ce traité sous un angle plus favorable ?

Une justice alternative pour les investissements

Un litige opposant un investisseur étranger à l'Etat qui l'abrite (« Etat-hôte ») - en cas de menaces d'expropriation envers l'investisseur par exemple - est communément soumis à l'arbitrage, selon le mécanisme dit de l'« *Investor-state dispute settlement* » (« ISDS »). En effet, les juridictions nationales auxquelles l'investisseur pourrait recourir sont considérées comme inadéquates : sont pointés un risque de partialité des juges des Etats-hôtes qui pourraient être tentés de favoriser les intérêts de leur gouvernement - les sommes en jeu étant parfois considérables - ainsi que l'application d'une procédure qui n'est ni familière à l'investisseur étranger, ni suffisamment rapide pour les besoins de la cause.

Par ailleurs, les avantages que présente la procédure arbitrale pour les parties sont nombreux. La requête peut être soumise à un tiers de leur choix qui tranche le litige de manière impartiale et dans des délais réduits. De plus, la sentence arbitrale est rendue dans un cadre procédural plus confidentiel que celui des juridictions nationales, elle est facilement exécutoire et non susceptible d'appel.

Ainsi, le recours à l'arbitrage en matière d'investissements s'est largement répandu depuis les années soixante. 3000 traités bilatéraux d'investissements s'y réfèrent actuellement, dont 1400 liant l'Union européenne. Une véritable justice alternative à la justice étatique s'est donc développée, composée d'une myriade de tribunaux arbitraux créés de manière tout à fait ponctuelle, rendant des centaines de décisions exécutoires et ce à l'écart des juridictions nationales.

La remise en cause de l'arbitrage des investissements

Sans surprise, la légitimité du système de l'arbitrage des investissements a très rapidement été questionnée. La société civile décrie depuis de nombreuses années le risque de stagnation législative qu'il engendre, soutenant que les Etats-hôtes risqueraient de ne plus vouloir adopter d'instruments contraignants s'ils se savent susceptibles d'une procédure arbitrale coûteuse à leur égard mise en œuvre par un investisseur mécontent de leurs actions.

Aussi, les manques de publicité et de transparence de ces procédures arbitrales ne sont pas favorables aux politiques qui se voient souvent imposer des décisions arbitrales lourdes, sans possibilité de révision de la décision ni de contrôle quelconque sur le fonctionnement du système arbitral en général.

Enfin, ce sont aussi la liberté totale revenant aux parties pour le choix des arbitres, les éventuels manques d'expertise de ces derniers ainsi que l'excessivité des sentences rendues qui sont remis en cause.

Flash-back sur le CETA

Le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* signé par l'Union européenne, ses Etats membres et le Canada le 30 octobre 2016 entra en vigueur à titre provisoire le 21 septembre 2017. Comme sa dénomination l'indique, ce traité bilatéral vise à régir les relations commerciales des parties de manière intégrale (commerce des marchandises, services, concurrence, marchés publics, propriété intellectuelle, commerce électronique, développement durable et investissements).

Inutile de rappeler que l'adoption de ce traité a fait (et fait toujours) grincer des dents, surtout en Belgique, tant à propos de son contenu que de son processus d'adoption.

Concernant ses dispositions, alors que certains félicitent l'adoption d'un tel traité qui annonce selon eux une libéralisation des échanges et une création importante d'emplois, d'autres y voient une réduction drastique de la souveraineté des parties ainsi qu'un manque de cohérence avec les engagements qu'elles ont pris concomitamment en matière de protection environnementale.

Et concernant le processus d'adoption du traité, la Commission européenne ne divulgua les premières directives de négociations qu'en décembre 2015 alors que le Conseil l'avait invitée à débiter les négociations en 2009, ce que les Etats membres dénoncèrent en y voyant une réduction de leur marge de négociation. La politique belge fut également pointée du doigt sur la scène internationale, dès lors que le refus du Parlement wallon de signer le traité entraîna un report du vote au Conseil et ce fut une demande d'avis à la Cour de justice de l'UE qui le convainquit finalement de signer...

(Unique ?) point positif du CETA : l'inauguration d'un « Investment Court System » (ICS)

Certes, le CETA comprend des dispositions controversées en matière commerciale et son entrée en vigueur définitive, qui se fait toujours attendre en Belgique, fait naître des craintes importantes auprès des politiques et dans les secteurs affectés par ses dispositions.

Il nous semblerait cependant tout à fait inopportun de réduire le CETA à un instrument international dit principalement économique et visant uniquement à favoriser les multinationales. En effet, ce traité bilatéral a pour point d'honneur, et il faut vraiment le souligner, d'innover de manière substantielle en la matière de l'ISDS : il crée en effet une institution juridictionnelle d'un tout nouvel ordre, dit

« système juridictionnel des investissements », dédié spécifiquement au bon respect du CETA.

Il pose ainsi la première pierre de la réalisation d'un projet d'une plus grande ampleur qui consiste à établir au niveau de l'UE une véritable institution multilatérale et permanente dédiée à la matière des investissements, qui serait garante de tous les traités bilatéraux d'investissements (et non plus seulement le CETA) tout en étant toujours alternative aux modes juridictionnels traditionnels. Cette institution viendrait ainsi se substituer au mécanisme de l'ISDS jusqu'ici mis en place et répondre aux importantes critiques faites à son égard.

Le CETA fut donc un précurseur en la matière : signé en 2016, il est le premier traité bilatéral à apporter une solution à la problématique de l'arbitrage des investissements. Le projet de création d'un tribunal multilatéral des investissements fait maintenant depuis 2018 l'objet de directives de négociation adoptées par le Conseil ; la Commission travaillant actuellement à son élaboration ne pourrait passer outre le contenu du CETA pour étudier l'innovation qu'il met en place.

Il convient dès lors d'élucider ce système juridictionnel des investissements spécifique et de mettre en lumière les trois évolutions remarquables qu'il met en place.

Premièrement, le choix de l'arbitre ne reviendra plus aux parties. Il est désormais prévu que le Tribunal du CETA sera composé de quinze membres avec des mandats de cinq ans, et l'attribution des affaires à ceux-ci sera opérée par le Tribunal en interne. Ainsi, les tribunaux arbitraux *ad hoc* sont remplacés par une institution permanente, ce qui permet de lui inspirer davantage confiance malgré son origine non-étatique et de favoriser l'harmonisation des décisions qu'elle rend.

Ensuite, des clarifications sont apportées au statut des membres du Tribunal. Le CETA garantit leur indépendance et exige d'eux de hautes qualifications juridiques ainsi qu'une connaissance approfondie dans certains domaines d'expertise. Il renvoie également au respect de règles déontologiques reconnues internationalement, ce qui contribue à redorer l'image des arbitres siégeant dans les tribunaux arbitraux.

Troisièmement, un Tribunal d'appel sera mis en place selon le CETA, permettant enfin la révision des décisions rendues en première instance. Celles-ci ne pourront plus présenter aucune dimension punitive, comme c'était parfois le cas en matière de sentence arbitrale.

Ainsi, la conclusion du CETA n'est peut-être pas à blâmer intégralement. N'oublions pas que les négociations d'un tel traité trouvent leur origine dans l'incapacité de certaines institutions internationales (principalement l'OMC et l'OCDE) à conclure des traités multilatéraux. Dans ce contexte de stagnation législative internationale, les parties se sont attelées

à la tâche difficile de remettre en cause un système d'arbitrage mondialement répandu depuis plus de cinquante ans.

Ajoutons également que la Cour de justice de l'UE a coupé court aux critiques en déclarant fin avril 2019 le système comme étant conforme au droit européen, reportant maintenant les discussions sur la légitimité d'un tel système.

Quoi qu'il en soit, seule la mise en œuvre effective du CETA nous permettra d'apprécier les innovations qui sont seulement théoriques pour le moment. Cette théorie d'une nouvelle forme de justice destinée aux investissements constitue peut-être une raison pour accueillir l'entrée en vigueur future de ce traité avec plus d'enthousiasme ?

Augustine Hermans

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

“Waar zijn we mee bezig?”

Eerder deze week heeft autofabrikant Tesla de financiële wereld verbaasd door in het derde kwartaal van het jaar een winst van \$143 miljoen te boeken, na reeds \$1.1 miljard aan verlies te hebben opgestapeld in de eerste twee kwartalen. Analysten van diverse beurshuizen hadden dit niet zien aankomen, wat het aandeel van Tesla dan ook 20% de hoogte in heeft gestuurd eens het nieuws bekend geraakte¹.

Tesla, en diens bezieler Elon Musk, waren al een tijd lang de 'enfant terrible' van Wall Street. Consistente operationele verliezen en slecht geplande productielijnen liggen aan de basis hiervan, maar drugsconsumptie op radioshow's en posts op twitter over een potentiële terugkoop van de aandelen zonder enige grond heeft hierin zeker niet geholpen.

Ondergetekende heeft ook lang zijn twijfels gehad bij de credibiliteit van Tesla, om bovengenoemde redenen. Maar ondanks het feit dat voor Tesla de strijd in de elektrische wagens nog lang en hard zal zijn, blijkt het model van Musk uiteindelijk toch zijn vruchten af te werpen. De ironie wilt dat nu de zon aant het rijzen is voor.

Deze (intussen al wat minder) gevestigde waarde heeft de Japanse nationaliteit en als voorzitter van SoftBank beheert hij the Vision Fund, het \$100 miljard fonds met als enige doel te investeren in technologie start-ups. Voor degenen die nog niet mee zijn, deze noel Japanner gaat als Mahayoshi Son door het leven.

Jarenlang werd Mahayoshi Son beschouwd als een visionair genie die de veelbelovende bedrijven uit de duizenden kon kiezen en fenomenale meerwaarde kon boeken hierop voor de investeerders in zijn fondsen. Toegegeven, Son heeft enkele keren zwaar schot in de roos gehad met zijn investeringen. Zo

¹<https://www.ft.com/content/44327b5c-f5b2-11e9-a79c-bc9acae3b654><https://www.ft.com/content/44327b5c-f5b2-11e9-a79c-bc9acae3b654>

heeft hij een van de hoogste winsten ooit geboekt door in 2000 \$20 miljoen te investeren in een klein Chinees bedrijfje genaamd Alibaba. Flashforward 15 jaar en diezelfde investering was toen ongeveer \$58 miljard waard².

Waar ondergetekende lange tijd sceptisch is geweest over Elon Musk, is hij lange tijd onder de indruk geweest van Mahayoshi Son en diens investeringspraktijken. Maar elke goede investeringen, heeft Son recentelijk ook een paar kostelijke flaters begaan. Eerder dit jaar waren de publieke verkoop van Slack (communicatiesoftware) en Uber (ride hailing) al een stevige domper op de winsten van de Vision Fund. Zo is heeft het aandeel van Slack 45% van zijn waarde verloren, Uber 31%³. Per percent dat deze aandelen in waarde verminderen, verdwijnen er honderden miljoenen aan fondsen als sneeuw voor de zon.

Maar de grootste flater die Son onlangs is begaan, is zonder twijfel de investering in kantoorverhuurder WeWork. Als zwaar verlieslatend bedrijf wou WeWork doodgraag aan een hoge waardering naar de beurs gaan, maar na door de markt te zijn afgestraft is dit niet doorgegaan. Wie moet er dan maar de verliezen indekken? The Vision Fund, voor zo'n slordige \$9.5 miljard, waarvan \$1.7 miljard doorstroomt naar de stichter van WeWork, de niet onbesproken Adam Neumann.

Helmut Schmidt zei ooit: "Wer Visionen hat, soll zum Artz gehen". Ludiek als deze boutade mag klinken, zou Mr. Son misschien wel eens dringend een dokter moeten raadplegen om zichzelf, zijn werknemers en investeerders van de Vision Fund ervan te verzekeren dat zijn visioenen er niet toe zullen leiden dat er nog miljarden aan kapitaal worden verkwest in overgewaardeerde bedrijven.

Sommigen herinneren u misschien nog mijn pleiten enkele weken geleden voor de hoge waarschijnlijkheid dat een globale financiële crisis zeer gauw kan gebeuren. Toen had ik enkele "bubbels" aangehaald die mij deden vermoeden dat bepaalde industrieën in een zware fase van overwaardering zitten. Welnu mijn onderzoek voor dit artikel heeft mij al deze vermoedens nog eens doen herbevestigen.

Ik wil echter niet op een slechte noot eindigen door te zeggen dat de hele wereld gedoemd is. Dit soort rages brengt wel degelijk bepaalde voordelen met zich mee. Ondanks dat er tegenwoordig absurde bedragen worden betaald voor technologie bedrijven en een royaal deel hiervan wordt doorgesluisd naar de individuen achter deze bedrijven, gaan er ook grote budgetten op in het ontwikkelen en ontwerpen van software systemen en platformen. Op het eerste zicht zou men kunnen zeggen dat dit ook een verspilling van fondsen is, aangezien het merendeel van deze bedrijven toch failliet zal gaan. Als men er iets verder over nadenkt en de geschiedenisboeken raadpleegt, echter, kan men deze stelling gemakkelijk ontkrachtigen.

Om dit te doen, moeten we helemaal niet naar exotische oorden zoals Silicon Valley of Japan trekken. Ieper volstaat, waar Lernout & Hauspie was gevestigd. Ooit een veelbelovende start-up in spraaktechnologie, heeft deze zijn beloftes niet kunnen waarmaken, met een faillissement als resultaat in 2001. Ondanks dat dit samen met Enron behoorde tot het grootste financieel debacle van het jaar, blijkt de toenmalige technologie toch zeer nuttig te zijn voor hedendaagse applicaties. Zo zouden Siri, Google Translate en Microsoft Office niet in hun huidige stadium van complexiteit zijn hadden twee stoutmoedige ondernemers uit Ieper hun kansen gewaagd in de technologie⁴.

Op dezelfde manier zouden de huidige uitspattingen van bedrijven zoals Slack, Uber of WeWork wel eens een voedingsbodem kunnen zijn voor nieuwe technologische ontwikkelingen in de toekomst, ten koste van vele miljarden nu.

De eerder genoemde voorbeelden duiden goed aan hoe de perceptie rond investeren in technologie zeer vertekend kan zijn. De pers schrijft doodgraag over bedrijven zoals Tesla en WeWork, omdat het over grote ego's en nog grotere bedragen gaat. Het is daarom ook zeer makkelijk zich te laten meedragen in de diabolisering of verafgoding van mensen zoals Elon Musk of Mahayoshi Son, iets waar de auteur zich meer dan eens schuldig aan heeft gemaakt. Maar uiteindelijk zijn deze mensen ook maar actoren onderhevig aan dozijnen aan externe factoren, die een tijd lang in hun voordeel kunnen spelen, zoals nu het geval is voor Musk, om vervolgens tegen hun belangen in te spelen, zoals recentelijk het geval is voor Son.

Maar men moet verder kijken dan de personen die aan het roer staan van deze exploten. Wat echt van belang is, is wat de technologie die voortkomt uit deze bedrijven aan de maatschappij kan bijdragen in de komende, zoals het ongelukkige verhaal van Lernout & Hauspie. Maar welke van deze nieuwe ontwikkelingen binnen 20 jaar nog relevant zullen zijn, wie zal het zeggen? Zelfs Son met zijn Vision Fund zal u naar alle waarschijnlijkheid het antwoord schuldig moeten blijven.

Thomas Vanderhaeghe

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Cube of Truth

Ne trouvez-vous pas cela étrange que la plupart des gens mangent des produits animaliers (viande, fromage, lait, œufs,...) à chaque repas sans jamais avoir vu comment ces produits ont été fabriqués ? Très peu de gens ont déjà regardé des images d'élevages d'animaux ou d'abattoirs alors que les

² <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-05-07/softbanks-58-billion-pavday-on-its-alibaba-investment>

³ <https://www.ft.com/content/25176710-fbde-11e9-98fd-4d6c20050229>

⁴ <https://www.demorgen.be/meningen/we-associeren-l-h-eerder-met-fraude-dan-met-die-technologie-die-we-vandaag-zo-vanzelfsprekend-vinden-en-dat-is-een-beetje-jammer~b0d5ce30/>

produits provenant de ces établissements sont omniprésents dans notre société.

Anonymous for the Voiceless (en abrégé, AV) est une organisation pour les droits des animaux qui informe le public sur les conditions d'élevage et d'abattage grâce à leurs événements qu'on appelle Cube of Truth (Cube de Vérité). Un Cube est une action où des gens sont positionnés en carré sur une place publique. Ils y restent statique en portant un ordinateur ou une télévision qui montre des images de l'exploitation animale. Cela attire l'attention des passants qui viennent regarder. Quand un passant est intrigué par les images et s'arrête pour les regarder, une personne d'AV qui n'est pas dans le Cube commence à parler avec lui. Ce qui suit est un dialogue constructif entre deux inconnus parlant de véganisme. Et cela a du succès !

AV organise des événements de ce type à travers le monde et, le 2 novembre dernier, était une journée spéciale : c'était le International Cube Day. Des centaines de Cubes de Vérité ont eu lieu le même jour à travers le monde. En 2018, il y a eu 491 Cubes différents le même jour aux quatre coins du monde, avec 22.188 passants qui ont pris la décision d'arrêter totalement leur consommation de produits provenant des animaux. Au moment où j'écris cet article les statistiques de l'édition de 2019 ne sont pas encore disponibles. L'efficacité des Cubes est liée au fait que les membres d'AV sont pacifiques, ne jugent pas et répondent constructivement aux passants. Et ils posent des questions afin que les passants réfléchissent et trouvent des réponses par eux-mêmes.

Samedi passé, j'ai participé à l'International Cube Day de Bruxelles. On y entend souvent les mêmes réflexions, questions et craintes des passants.

D'abord, je demande aux passants ce qu'ils pensent de voir des images filmées dans des abattoirs. La réponse que j'entends le plus souvent est 'horrible'. Ce qui est tout à fait compréhensible, car la grande majorité des gens sont contre la souffrance animale. En voyant les images d'abattages les gens se rendent compte que la mort de beaucoup d'animaux n'est pas sans souffrance. Au contraire. Surtout dans les abattoirs industriels - qui représentent la majorité de la production - on n'a pas le temps d'être délicat dans la façon dont on traite les animaux et on utilise souvent la force pour obliger les animaux à marcher vers leur propre mort. Certaines personnes trouvent qu'on devrait être plus stricte et que les abattoirs devraient tuer les animaux d'une bonne façon. Mais est-ce que cela existe, une bonne façon de tuer un être innocent qui n'a pas envie de mourir ?

Les passants me disent ensuite que le goût de la viande, du fromage, etc., est beaucoup trop bon et que ce serait impossible d'arrêter d'en manger car 'un hamburger (ou autre) est délicieux'. Heureusement, on a la chance de vivre en 2019 avec énormément d'alternatives véganes. Si on le souhaite, on peut continuer à manger des hamburgers, des pizzas, toutes sortes de desserts (gâteaux, glace,...) quand on devient végan. Il suffit de 'véganiser' son repas, c'est-à-dire de remplacer les produits provenant des animaux par des produits fait à base de plantes. Si on veut manger un hamburger par exemple, il suffit

de remplacer la viande par un veggie burger, remplacer le fromage à base de lait de vache par un fromage végan et de remplacer la mayonnaise par de la véganaise. Certes, certains produits végans ne sont pas bons, mais il suffit d'en essayer plusieurs pour trouver ceux que l'on aime et continuer de manger ceux-là. Certaines personnes ne veulent pas devenir véganes car elles préfèrent, malgré tout, continuer à manger de la viande parce qu'ils aiment bien le goût. Mais est-ce qu'un plaisir gustatif de quelques minutes est plus important que la vie d'un animal ?

Certains me disent également que c'est naturel de manger de la viande car dans la nature les animaux mangent d'autres animaux : les lions, par exemple, mangent des gazelles. Alors pourquoi les humains n'auraient-ils pas le droit de manger de la viande ? Les lions mangent de la viande par nécessité : si le lion ne mange pas de viande, il meurt de faim. Quand nous, les humains, allons au supermarché pour faire nos courses, nous ne sommes nullement dans une situation de vie ou de mort où on pourrait sauver notre vie en achetant des produits animaliers. On peut très bien vivre en achetant des produits végans alors pourquoi ne pas choisir d'acheter les produits qui réduisent la souffrance animale ?

Beaucoup de passants ne comprennent pas non plus pourquoi nous sommes végans et pas seulement végétariens. La raison en est que dans toutes les industries, comme celles des œufs et du lait, on exploite les animaux et on les tue dès qu'ils ne sont plus rentables. Dans l'industrie des œufs, par exemple, les mâles ne produisent pas d'œufs. 50% des poussins qui sont nés sont des mâles et à la naissance les mâles et les femelles sont séparés. Les petits poussins mâles sont immédiatement tués (souvent le jour de leur naissance) car ils sont considérés comme inutiles. Les femelles seront exploitées pour leurs œufs. Quand une poule ne pond plus assez d'œufs pour être rentable (vers ses deux ans) elle sera envoyée à l'abattoir alors qu'elle a une espérance de vie de plus de 10 ans. Pourquoi cautionner tout cela pour pouvoir manger un œuf ?

Une remarque très pertinente est la question de la santé. Il est évidemment préférable et je vous le conseille de vivre sainement. Beaucoup de gens ont peur qu'être végan est mauvais pour la santé et que l'on a besoin de viande et d'autres produits animaliers pour vivre sainement. Ceci est faux, car l'Académie de nutrition et de diététique (la plus grande institution de nutritionnistes) a déclaré que les humains peuvent être en bonne santé en tant que végan dans toutes les étapes de vie, en ce compris les enfants et les femmes enceintes. Et le docteur Michael Greger explique dans son livre, le best-seller *How Not to Die (Mieux manger peut vous sauver la vie* en français) que l'on peut prévenir et éliminer beaucoup de causes de décès liées à des maladies, comme des maladies cardiaques en arrêtant de manger des produits animaliers. Cependant, il faut bien sûr manger des produits végans sains et manger varié si on veut être en bonne santé. Et il ne faut pas oublier de prendre des supplément de vitamine B12. Comme explique le docteur Greger dans sa vidéo *Safest source of B12*, il vaut mieux prendre un supplément de B12 qu'essayer d'obtenir cette vitamine via la viande. Car en mangeant de la viande, on n'obtient pas seulement de la B12 mais aussi d'autres choses (comme le cholestérol) qui sont

mauvais pour la santé. Alors pourquoi continuer de manger des produits animaliers si on peut vivre en bonne santé en tant que végétarien ?

Certaines personnes disent aussi que les humains ont le droit d'exploiter et de tuer les animaux, parce qu'on est plus intelligent. Est-ce que le monde ne serait pas meilleur si on utilisait notre intelligence pour aider les autres au lieu de les exploiter ?

Enfin et même si Anonymous for the Voiceless se focalise sur les bénéfices pour les animaux quand on devient végétarien, les bénéfices pour l'environnement ne sont pas négligeables non plus. L'agriculture animale est dévastatrice pour l'environnement. Pour ne citer que quelques exemples donnés par le site Cowspiracy, l'agriculture animale est responsable de 51% des émissions de gaz à effet de serre, 91% de la déforestation de la forêt amazonienne, et il faut 3.000 litres d'eau pour produire un seul hamburger (l'équivalent de prendre une douche pendant deux mois !). Adopter un régime végétarien produit 50% de dioxyde de carbone (CO₂) en moins, utilise 11 fois moins de pétrole, 13 fois moins d'eau, et 18 fois moins de terres par rapport à quelqu'un qui mange de la viande.

Beaucoup de gens ne deviennent pas végétarien car ils trouvent que c'est trop compliqué de changer leurs habitudes. C'est vrai que cela peut sembler difficile de devenir végétarien mais on peut trouver pleins de recettes, conseils, etc. sur Internet. C'est vrai aussi que cela prend un peu d'effort au début de changer ses habitudes. Mais ne vaut-il pas mieux faire ce qui est juste plutôt que ce qui est facile ?

N'oubliez pas que chacun d'entre vous peut faire une grande différence : allez calculer l'impact positif que vous pourriez avoir sur <https://thevegancalculator.com/>.

Si vous êtes contre la souffrance des animaux vous êtes déjà végétarien dans l'âme. Allez-vous alignez vos actions à vos valeurs ?

Alexander Vangeneugden

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

Comment changer la façon dont on perçoit les choses afin d'ouvrir de nouvelles opportunités de solutions et de réponses ?

Chacun de nous, en grandissant, a été éduqué à voir le monde qui l'entoure d'une certaine manière avec ses aspects positifs et négatifs. Pour les plus chanceux de notre société, la grande majorité des outils nécessaires pour traiter les challenges de la vie courante ont alors été donnés. Maintenant que nous sommes devenus adultes, d'autres défis à relever se profilent. Certains de ces outils ne sont alors plus adaptés et doivent être renouvelés. En effet, rares sont les personnes pouvant prétendre ne rencontrer aucunes difficultés dans leur

vie. Comment peut-on faire face à elles ? Comment pourrions-nous plus simplement aborder les challenges, les problèmes concrets, nos conflits intérieurs et apporter des réponses à nos questions ? Serait-ce en changeant notre point de vue face à elles ?

NOTRE ESPRIT, UNE MER OU NAVIGUE NOTRE PENSÉE

Changer la façon dont on voit les choses nécessite de nous donner plus d'opportunités pour penser différemment.

Imaginons l'esprit humain comme étant une carte infinie parsemée de régions floues. Chaque découverte faite, chaque expérience vécue ou chaque nouvelle idée contribue à la déflouter en y découvrant de nouvelles parcelles. Il s'agit là d'un processus d'apprentissage et d'acquisition d'expérience tout au long de la vie. Sur cette carte se trouve une mer composée de mots et de sentiments où notre pensée est capable de naviguer. La liberté de penser humaine ou son imagination ; et par là sa capacité à forger une nouvelle opinion personnelle, de réagir à différentes situations ou de résoudre un problème spécifique ; dépend de la taille de cette mer. Einstein a dit : « l'imagination est plus importante que le savoir. » cependant le savoir donne du pouvoir à l'imagination. Dans la même optique, plus nous connaissons de mots, plus nous sommes capables de forger des réflexions précises. En effet, comment l'œnologue ferait-il pour discerner les spécificités de chaque vin sans le vocabulaire précis que nécessite cette discipline ?

Augmenter les opportunités de penser différemment est un processus qui consiste à transformer cette mer... en océan. En d'autres mots : en élargissant notre esprit. Certainement en acquérant de nouvelles connaissances comme nous le faisons depuis notre plus tendre enfance, mais surtout, en faisant fondre la glace de nos peurs, de nos préjugés et des préconceptions accumulées en grandissant. Il s'agit-là des plus solides barrières mentales contre les nouvelles possibilités de voir le monde. Pour cela, ouvrons nos esprits à d'autres points de vue, osons rencontrer la différence et poussons notre curiosité en dehors des sentiers battus de notre carte mentale.

LA QUESTIOLOGIE, ART SUBTIL DE POSER LES BONNES QUESTIONS

Agrandir cette mer de l'esprit nécessite souvent de donner une direction claire à nos recherches. Nous pouvons aider nos pensées à cerner le problème réel en posant les bonnes questions qui jouent le rôle de phares sur les côtes de notre mer devenue océan.

Poser des questions est une habitude depuis notre enfance mais l'école ne nous a jamais enseigné que la façon de formuler une question influence l'issue de la réflexion. Chaque situation, même la plus complexe, est pleine d'opportunités à condition d'être capable de l'interroger intelligemment. Cette faculté est mise en valeur à travers le concept de **Questiologie** : « l'art et la science de poser la bonne question au bon moment. ». Inspiré de la maïeutique de Socrate, cette science

empirique se focalise sur la mise en question plutôt que la mise en réponse d'un problème.

Si Einstein s'était posé la question : « Pourquoi les théories actuelles ne parviennent-elles pas à expliquer les mouvements célestes ? » il n'aurait pas fait progresser la science comme il l'a fait. On peut imaginer qu'il se soit posé une question socratique : « quelles hypothèses fait-on, dans nos théories actuelles, pour expliquer les mouvements célestes ? » La révolution vint lorsqu'il proposa de modifier les hypothèses, affirmant ainsi que le temps et l'espace ne sont pas constants.

Aussi, Robert Kiyosaki dit : « une question ouvre l'esprit, une affirmation ferme l'esprit ». Plutôt que d'affirmer : « je n'ai pas le temps », posons-nous la question : « Que pouvons-nous mettre en place pour libérer du temps ? ». A partir du moment où nous faisons la première affirmation, notre esprit se ferme et nous fait perdre l'opportunité de trouver une solution à notre problème de temps.

Pour cela, n'ayons pas peur de confier nos vies aux questions, les réponses suivront. En faisant l'hypothèse qu'il y ait des réponses...

PENSER PAR PREMIER PRINCIPE

Nous raisonnons tous par analogie en partant de faits particuliers pour former des représentations plus générales. En effet, lorsqu'un enfant touche une flamme, il apprend que cela brûle. C'est de cette expérience douloureuse qu'il en déduit que tout ce qui ressemble à une flamme brûle également et qu'il vaut mieux éviter d'y toucher. Quotidiennement, nous faisons ce type de raisonnement sans le remarquer. Il s'agit d'un réflexe tout à fait logique qui nous permet de gagner du temps dans l'élaboration de nos idées et qui est moins fatigant mentalement.

Cependant, cette façon de raisonner nous cantonne à ce que nos concurrents font, à ce que les autres pensent, au statu quo, aux dogmes ou encore aux croyances populaires. Nous faisons ou nous pensons cela car d'autres le font ou l'ont fait avant nous et cela nous rassure.

L'analogie délimite considérablement notre océan de pensée à une petite crique déjà explorée et bien connue dans laquelle notre créativité et notre imagination sont totalement bridées. Comment sortir de cette crique en partant explorer de nouvelles contrées ? En raisonnant par premier principe.

Voici comment Elon Musk définit ce type de raisonnement : « *Raisonner par premiers principes est semblable à analyser le monde sous l'œil de la physique en réduisant les choses jusqu'aux vérités les plus fondamentales. Posons-nous la question : « de quoi sommes-nous certains ? » et raisonnons à partir de là. Par exemple, quelqu'un pourrait dire : « les batteries ont toujours coûté aux environs de 600 dollars par kilowattheure. C'est comme ça et ce le sera toujours. » Mais si l'on raisonne par premier principe, posons-nous la bonne question : « de quoi a-t-on besoin ? » Une batterie est composée de nickel, d'aluminium, de carbone, de polymères et d'acier pour sceller le tout. Si j'achète tous ces*

composants séparément, j'en ai pour 80 dollars le kilowattheure. Il ne reste donc plus qu'à trouver un moyen pour tout assembler de manière moins coûteuse... ».

Nous ne basons alors plus notre raisonnement sur des comparaisons, sur ce que les autres pensent ou encore sur des croyances populaires, mais sur des données fondamentales. Le raisonnement par premier principe nous invite continuellement à nous poser les bonnes questions et ainsi à augmenter considérablement le nombre de nouvelles opportunités.

L'ESPRIT ENTREPRENEUR

L'histoire de notre monde regorge d'exemples de personnes qui ont osé changer de point de vue et insuffler de nouvelles tendances. Socrate, Jésus, Gandhi, Mandela, Steve Jobs, Bertrand Piccard, Elon Musk, ... tous ont observé le monde pour acquérir de nouvelles connaissances et expériences pour tourner la mer de leur esprit en océan. Tous ont refusé de se laisser aller par facilité aux pensées communément partagées en s'opposant à ce qui ne leur convenait pas. Tous ont compris que ce n'était pas en reproduisant ce que l'on savait déjà que l'on ferait évoluer le monde. Ils ont su laisser leur curiosité et leur courage les emmener hors des sentiers battus de leur carte mentale. Ils sont parvenus à maîtriser l'art de la Questologie pour cerner l'ennemi dans leur combat. Ils ont raisonné en termes de premier principe pour remonter à la source de leurs problèmes.

Chacun de nous, face à nos problèmes quotidiens, est appelé à être un entrepreneur de sa propre vie. Pour cela, osons changer de point de vue. Sortons des sentiers battus du monde réel mais également du monde de l'esprit. Reconnaissons « ce qui est » et « ce qui pourrait être ». Regardons droit devant nous là où nous souhaitons nous diriger. Cela nous permettra de penser notre vie et vivre notre pensée.

Jean-Louis Dembour

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

La disparition de l'ennui - pourquoi s'ennuyer devient un défi

Au cours d'une récente conversation entre amis, je m'interrogeais sur l'impossibilité de s'ennuyer. Dans notre quotidien, nous remarquons que nous disposons, au fil des années, de moins en moins de temps « libre ». Nous consacrons nos journées à nos études, à notre travail, à nos amis, à nos divertissements, mais il apparaît que nous sommes incapables de ne rien faire. La recherche d'occupations, d'activités productives, est constante, même si celle-ci peut nous conduire à l'épuisement. L'ennui ne serait-il dès lors plus à notre portée ? Pour quelles raisons ? Quelles en sont les conséquences ? Existe-t-il des solutions ?

Il est intéressant de remarquer que le mot « ennui » est connoté négativement. Le Larousse lui donne plusieurs définitions. Celle qui nous intéresse définit l'ennui comme une « lassitude morale, impression de vide engendrant la mélancolie, produites par le désœuvrement, le manque d'intérêt, la monotonie ». Puisque la définition indique que l'ennui est une impression de vide, il est à supposer que nous cherchons à éviter le vide. Comment qualifier autrement ces parents qui, par peur de voir leurs enfants s'ennuyer (sic), inscrivent leurs enfants à d'innombrables activités ?

L'étymologie du mot ennui nous apprend d'autres éléments d'importance pour comprendre son rejet. Ennui vient du verbe ennuyer, qui est lui-même issu du bas-latin *inodiare*, déformation du latin classique *in odio esse*, qui signifie littéralement « être un objet de haine ». Ceci laisse à nouveau transparaître le caractère négatif de la notion d'ennui. Toutefois, l'étymologie révèle aussi que la notion d'ennui n'est nullement, au départ, liée à la notion de temps. L'ennui ne vise d'ailleurs pas, même dans sa définition actuelle, le temps qui n'est consacré à « rien ». Il ne vise que la « lassitude morale » ou « l'impression de vide » qui en découle.

Ces considérations nous fournissent des indices sur le fait que le rejet de la notion d'ennui, compris comme un temps improductif, est en fait le reflet d'évolutions sociétales. Dès le XIX^{ème} siècle, la révolution industrielle et ses conséquences en termes de division et de spécialisation du travail ont conduit à une utilisation plus efficace des forces de production (comprenez travailleurs). Sans entrer dans les détails, le développement, en parallèle d'une société de consommation de masse attirée par des produits peu chers, pousse à une élimination des coûts inutiles. Ces coûts inutiles peuvent eux, en termes économiques, être qualifiés d'ennuis, une autre définition du terme « ennui » étant celle d'un « désagrément, contrariété passagère provoqués par une difficulté, un obstacle, un empêchement, etc.. ».

Dans la pensée économique libérale, les coûts causés par le facteur « temps » sont sans conteste des coûts inutiles et dès lors des ennuis. Je laisse ici de côté les hypothèses où le facteur « temps » est intégré dans l'équation, comme par exemple pour la notion de crédit (et d'intérêt), me limitant dans cet article aux seules hypothèses où le but est de minimiser le temps qui ne peut être consacré au profit. Théoriquement, l'on peut considérer que le travailleur, étant un facteur de production, doit être utilisé de la même manière qu'un autre facteur de production. Cela implique que, comme les autres facteurs de production, le temps où il est indisponible doit être minimisé (toutes choses étant égales par ailleurs). Bien évidemment, ce raisonnement est ici fortement simplifié et mérite certaines nuances, mais, à mon sens, il est au coeur de la pensée économique libérale.

Dans la pratique, la pensée économique libérale, dans sa conception d'origine, a fort heureusement été corrigée par des éléments extérieurs, venus gantter la main invisible d'Adam Smith. C'est au travers de ses correctifs que le temps de travail a été limité, pour que les préoccupations de la classe ouvrière puissent dépasser la satisfaction, au quotidien, de l'instinct de survie. Dès lors, d'un point de vue économique, les coûts

inutiles liés à l'indisponibilité des travailleurs ont été protégés, tout comme l'« ennui » en résultant. Pourtant, cela n'a, étonnamment, pas permis de sauver les activités improductives ou de préserver la possibilité pour l'humain de « s'ennuyer ».

Cet échec est en réalité causé par l'évolution des cadres de pensée, liée au développement de la pensée économique libérale. Les principes régulant la sphère économique se sont vus transposés au temps dont chacun dispose ici-bas. A titre d'exemples, il n'est pas rare d'entendre qu'il ne faut « pas perdre une année de sa vie », ou, de manière plus triviale, que le temps, « c'est de l'argent ». Le temps devient une variable comme une autre qu'il convient, elle aussi, de maîtriser. Comment, dans ce contexte, pourrait-il encore être possible d'accorder ne fût qu'une infime partie de son temps à une activité improductive ?

Tordons d'ailleurs le cou à un amalgame qu'il convient, à mon sens, d'éviter. Les activités telles que la lecture, le visionnage de vidéos ou d'autres divertissements, doivent bien être qualifiées comme des activités productives, malgré l'absence de « profit » au sens strict du terme. En effet, même si ces activités ne contribuent pas directement à un profit matériel, ces activités sont productives en ce sens qu'elles ont un but (qu'il soit noble ou pas, ce but pouvant tant être l'élévation intellectuelle que le simple divertissement). Il ne peut être question d'ennui, entendu comme une « impression de vide » dans de telles situations.

La disparition de l'ennui doit, au terme de cette analyse, être attribuée à l'économisme ambiant, qui tend voir l'ensemble de la société par le prisme de l'économie. Il serait utopique de penser qu'un mouvement en sens inverse est possible à brève échéance. Néanmoins, une prise de conscience de ces phénomènes peut, dans l'immédiat, aider chaque individu à percevoir pour quelles raisons, dans son quotidien, il a l'impression de « ne pas avoir une minute » pour lui-même. Après cette prise de conscience devront nécessairement suivre d'autres étapes visant à « apprendre à s'ennuyer ». Ce n'est, selon moi, que lorsque quelqu'un a le temps de s'ennuyer et de ne rien faire, qu'il pourra apprendre à se connaître lui-même, par un processus d'introspection. Un tel processus requière au préalable que ce quelqu'un ait connu l'impression de vide, en d'autres termes, l'ennui. Il revient ainsi à chacun de combattre utilement la disparition de l'ennui.

Gauthier Vlassenbroeck

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

9 Novembre | November 2019
Belgium

Composition du bureau 2019-2020 / Samenstelling van het bureau 2019-2020

Président/Voorzitter

Pierre Jacques

Vice-Président/Vice-Voorzitter

Louise Jentges

Maarten Hawinkel

Formation/Opleiding & Relations Internes / Interne Betrekkingen

Louis Polet

Gauthier Vlassenbroek

Relation Externe/Externe Betrekkingen & Sponsoring

Lina Archour

Gabriel Maroy

Public Relations

Olivia Aouati

Rédaction/Redactie

Pierre-François Weyders

Avertissement / Waarschuwing

Les articles publiés dans ce Contact ont été rédigés dans le cadre d'exercices de journalisme. Les articles n'engagent que leurs auteurs. En aucun cas, la responsabilité de la Conférence Olivaint de Belgique a.s.b.l. ne pourra être invoquée.

De artikels die in deze Contact zijn gepubliceerd werden geschreven in het kader van oefeningen in de journalistiek. De auteurs dragen de verantwoordelijkheid van hun artikels. In geen geval kan de verantwoordelijkheid van het Olivaint Genootschap van België v.z.w. ingeroepen worden

Mécénat & Sponsoring / Mecenaat & sponsoring

En tant que centre interuniversitaire pour l'éducation politique des étudiants, y compris le sens civique et le service à la communauté, la COB bénéficie du soutien de:

Als interuniversitair centrum voor politieke vorming van studenten, in o.a. burgerzin en dienst aan de gemeenschap, wordt het OGB gesteund door:

